



(les relations ville-campagne)

23 mars 2004



les enjeux

Juxtaposition ou confrontation : dans l'espace périphérique des grandes villes, citadins et agriculteurs se côtoient, au mieux s'ignorent, au pire s'affrontent. Le terme *rurbain* est apparu pour définir une population nouvellement installée dans l'espace rural mais dont les activités demeurent en ville. Les citadins, eux, utilisent aussi ces espaces encore largement agricoles à d'autres fins centrés sur les loisirs.

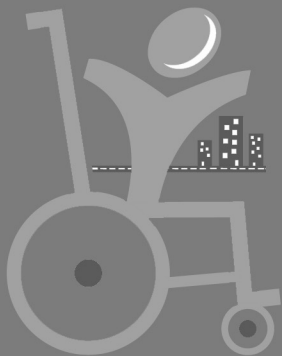
Comment dès lors vivre et partager cet espace, entre ceux qui exploi-

tent la terre et les autres utilisateurs ? La gestion de ces terres est encore largement à la charge des agriculteurs, alors que la ville consomme plus d'espace et se projette dans ces zones. Ce choc des identités est source de crispations pour des agriculteurs mal compris, considérés comme (trop) aidés, tandis qu'eux-mêmes perçoivent l'extension urbaine comme menaçante, tentaculaire.

L'isolement, souvent dur et subi, des agriculteurs n'existe plus, de fait.

Pourtant le sentiment d'être isolé, voire laissé pour compte, perdure chez beaucoup d'entre eux. Ils sont souvent demandeurs voire acteurs d'échanges renouvelés avec les citadins, mais aussi sceptiques sur les résultats...

Commencent pourtant à émerger des initiatives pour une nouvelle gestion de l'espace, plus collective et ménageant l'intérêt des uns et des autres. A condition de dépasser les méfiances réciproques.



Projet Nature à Saint-Genis-Laval

La « frontière » ville-campagne est nette à Saint-Genis-Laval : un centre citadin en contrebas d'un plateau agricole, lequel représente un quart de la surface de la commune. Une dizaine d'agriculteurs (arboriculteurs, horticulteurs) y vivent et travaillent, contre 80 il y a un siècle. Un espace naturel rendu inconstructible par la mairie.

Le projet Nature est né en 2000, après le constat de plusieurs difficultés : dégradation des cultures et vol à grande échelle, développement anarchique de friches, multiplication des remblais, dépôts sauvages, carcasses de voitures... D'autre part, des conflits d'usage sont pointés, sur les chemins et routes de campagne, entre les loisirs, l'agriculture et le trafic de transit.

L'objectif est alors d'ouvrir le monde rural sur un public urbain et vice-versa : sensibiliser les citadins à l'agriculture, créer des liens avec des visites de ferme, aménager des espaces de détente,

entretenir les sentiers et rendre les lieux propres... Bref, amener progressivement une responsabilité partagée sur ce plateau, faire que les citadins s'approprient cet espace tout en respectant les agriculteurs et leur travail.

Plusieurs actions sont engagées :

- la création de sentiers pédestres aménagés, balisés, dont un sentier pédagogique baptisé « la clé des champs », accompagné d'un livret sur l'agriculture. La méfiance initiale des agriculteurs se dissipe dès lors que les aménagements s'accompagnent du nettoyage des décharges et des remblais, et que les cultures sont petit à petit mieux respectées,
- des animations pédagogiques avec les classes primaires, en lien avec l'association Naturama, avec l'apprentissage du paysage agricole, la visite de ferme et la découverte du métier d'agriculteur. Une véritable révélation pour la plupart des enfants en territoire proche mais

inconnu : 90% d'entre eux ne connaissent même pas ce plateau et ont plutôt leurs habitudes au parc de la Tête d'Or ! Là aussi, certains agriculteurs, sceptiques au départ, jouent maintenant pleinement le jeu. A terme, de telles visites pourront toucher un public adulte et permettre la vente directe de produits,

- plus récemment, des sorties découvertes avec des adolescents ou jeunes adultes ont été organisées sur le plateau. Cette fois, il a fallu dépasser les réticences des animateurs sociaux qui encadrent ce public, car eux aussi viennent d'une culture citadine et méconnaissent cet environnement naturel.

D'autres projets sont à l'étude :

- un plan de circulation est prévu pour limiter le trafic de transit sur le plateau, une concertation est en cours avec un bureau d'étude, les habitants, un lycée horticole... avec l'objectif de privilégier les



La méfiance initiale des agriculteurs se dissipe dès lors que les aménagements s'accompagnent du nettoyage des décharges et des remblais, et que les cultures sont petit à petit mieux respectées.



déplacements doux.

- l'investissement par de jeunes adultes des friches, anciens vergers laissés à l'abandon par les propriétaires. En lien avec la Frapna, le projet consisterait à faire l'inventaire de ces petites zones de friche et de les transformer en jardins de bio-diversité (mélange de végétation sauvage et entretenue). La difficulté consiste parfois à retrouver les propriétaires de ces terrains, et surtout à les convaincre de les mettre à disposition,
- enfin une maison de la nature verra le jour sur le flanc du plateau, pour en faire un lieu de vie et de découverte, intermédiaire entre le centre urbain et la zone agricole.

Projet nature à Feyzin

L'enjeu de départ est similaire : aux limites de Feyzin, Vénissieux et Corbas subsiste une zone agricole de 800 hectares, de plus en plus enserrée par la ville, et peu à peu soumise à des

dégradations urbaines : décharges, carcasses de voitures, remblais...

C'est à l'initiative de quatre agriculteurs qu'un projet Nature a vu le jour, à travers plusieurs actions :

- la pose de barrières et de poubelles à l'entrée des chemins,
- le réaménagement des haies existantes et la création de 6 kilomètres de haies supplémentaires,
- la création de sentiers pédestres et pédagogiques,
- l'accueil d'élèves sur les exploitations, des primaires jusqu'aux ingénieurs agricoles.

Les agriculteurs se réjouissent de l'évolution d'une zone désormais préservée, même si elle prend l'allure d'une « réserve ». Ils revendiquent avec les visiteurs une communication positive, à l'opposé de la réputation de pollueurs de leur métier. Ils s'inquiètent tout de même de la forte fréquentation (promeneurs, cyclistes...) et surtout de la création d'un

syndicat mixte sur cette zone qui les « dépossède » à leurs yeux de leur initiative.

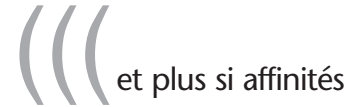
L'Addear

L'association départementale de développement de l'emploi agricole et rural du Rhône est à l'initiative de relations directes entre agriculteurs et citoyens. Le projet le plus avancé concerne le centre social du quartier Mermoz : un groupe d'adultes du quartier Mermoz est en relation avec un agriculteur d'Yzeron qui met à leur disposition un champ où ils cultivent des pommes de terre. Les habitants du quartier et leurs enfants peuvent aussi venir découvrir la production et participer à des cueillettes. C'est donc l'occasion de travailler les produits, et de les faire ensuite venir dans le quartier, où la population est demandeuse.

C'est aussi bien sûr l'occasion d'échanges, de rapports directs entre ruraux et urbains. Les agriculteurs sont

Un groupe d'adultes du quartier Mermoz est en relation avec un agriculteur d'Yzeron qui met à leur disposition un champ où ils cultivent des pommes de terre.





Intérêts partagés

Si l'on voit bien l'intérêt des citoyens pour une proche campagne plus accueillante et mieux aménagée, quel intérêt peuvent présenter ces nouveaux aménagements pour les agriculteurs ? L'argument des abords nettoyés et restaurés est réel, dès lors qu'il s'accompagne d'un moindre vandalisme, d'un meilleur respect des cultures. Rompre l'isolement du métier, créer de nouveaux contacts peut être utile. Mais les agriculteurs doivent aussi trouver des éléments de plus-value dans cette proximité urbaine, par exemple dans les ventes directes. C'est sans doute une condition de leur investissement dans ce type de projet. Pour l'heure, la vente directe est peu développée car surtout peu organisée. Or, les initiatives du type visites et ventes permettent à des agriculteurs de vivre sur des petites surfaces, nombreuses en périphérie lyonnaise. Il serait utile aussi de créer des lieux d'échange.

également invités lors des repas de quartier de Mermoz. L'Addear projette par ailleurs la création d'un magasin à Saint-Fons, pour y proposer un circuit court de vente des produits agricoles. L'objectif est aussi que les citoyens consommateurs s'organisent, organise la demande, en lien direct avec des producteurs, qui ne peuvent gérer à eux seuls la filière de transformation et de vente.

Agenda 21, Montrevel-en-Bresse

L'Agenda 21 local est avant tout une vaste démarche de concertation pour un projet de territoire durable, à partir des données suivantes : une communauté de communes, 13 000 habitants, dans une zone marquée par l'agrandissement des exploitations agricoles et une forte pression foncière pour l'habitat. Retenu par le ministère de l'environnement en 2000, le projet se traduit progressivement sur la période 2000/2005.

Il s'agit donc d'abord d'une concertation mixte, élus/non élus, ouverte à la population, structurée autour de quatre thèmes :

- la maîtrise de l'organisation spatiale du territoire et de l'habitat,
- la place des enfants et des jeunes,
- l'action sociale à travers la création d'un centre intercommunal d'action sociale,
- l'environnement, et plus particulièrement les économies d'énergie et les énergies renouvelables.

C'est donc un travail transversal, qui associe économie, social, environnement, avec l'aide d'un bureau d'études pour organiser une vaste participation de la population (habitants, agriculteurs, forestiers...). Progressivement, ce processus débouche sur une trentaine d'actions concrètes, comme le covoiturage initié par des habitants, la création d'un CCAS, l'amélioration des gardes d'enfants...



Les agriculteurs doivent trouver des éléments de plus-value dans cette proximité urbaine, par exemple dans les ventes directes.

Ne pas trop en demander

L'agriculture est déjà un secteur pre-
nant, dur, qui laisse peu de disponi-
bilités. Attention à ne pas demander
ex-abrupto aux agriculteurs de se changer
en pédagogues, animateurs, intervenants...
et à ne pas exiger d'eux des fonctions
d'accueil et de surveillance du territoire
qui ne sont pas rémunérées. Là encore,
ils doivent pouvoir récupérer une contre-
partie dans l'échange avec la population
urbaine. Cela nécessite au minimum un
accompagnement, voire une formation
des agriculteurs.

Comportements adaptés

Il ne suffit pas de s'accorder sur la notion
de respect de l'environnement et de l'agri-
culture par les citoyens. Témoin le cas
d'un agriculteur qui accepte le passage
de randonneurs sur son terrain. Ils sont
finalement 1500 à l'emprunter, ce qui crée
un véritable chemin, emprunté ensuite par
des motos, et finalement par un torrent de
boue lors de la première grosse pluie !

Il faut donc veiller à ce que les
comportements soient en adéquation
avec les principes. A ce propos,
la responsabilité des citoyens ne se
limitent pas à des espaces de détente
circonscrits, mais aussi à leur manière de
consommer.

Eviter les «agriculteurs cacahuètes»...

Avec de bonnes intentions à l'ori-
gine, les projets d'aménagement pour
un espace rural mieux partagé por-
tent aussi le risque de transformer la
campagne péri-urbaine en « Parc de la
Tête d'Or intelligent », autrement dit de
donner à voir des agriculteurs comme une
espèce protégée, les « dernier des mohi-
cans ». Les agriculteurs sont souvent très
sensibles sur ce point.

Culture et communication

Plusieurs agriculteurs ont pris
conscience de l'intérêt à communiquer,

à expliquer, montrer leur métier, leurs
pratiques. C'est un moyen de contrecarrer
l'image souvent négative des agriculteurs-
pollueurs, ou des agriculteurs renfermés.
La culture peut constituer aussi
une porte d'entrée, des occasions
d'échanges entre citoyens et ruraux.
C'est le cas par exemple à travers
le festival théâtre en Beaujolais
(« les Dindes Folles »), qui permet ren-
contres et découvertes de produits et
des Fermades en Drome et Ardèche
(théâtre de ferme en ferme). C'est le
cas encore lors d'expériences d'asso-
ciations d'artistes et d'agriculteurs,
par exemple sur le thème « saveurs et
création », pour lesquelles existe une
convention entre la Drac et la Draf.

Majorité municipale

Une meilleure prise en compte des agri-
culteurs est également nécessaire quand
les néo-ruraux deviennent majoritaires,
au niveau municipal : quand la majorité

*La culture peut constituer aussi une porte d'entrée,
des occasions d'échanges entre citoyens et ruraux.*



bascule au profit de ceux qui participent peu à la vie locale parce qu'ils ont leurs centres d'intérêt ailleurs, il y a un risque que la population agricole soit délaissée.

Le réseau

La rencontre a permis à Guy Emerard, animateur de l'atelier Ruralité et Citoyenneté des Ateliers de la citoyenneté, de proposer à des agriculteurs de rejoindre ce groupe de réflexion-action.

D'autre part, un néo-rural s'engage lors de la rencontre à faire profiter son voisin, jeune agriculteur soucieux de l'avenir du métier, des contacts engrangés via les Initiales. Avec l'idée que c'est un moyen de faire entrer les agriculteurs dans des logiques de réseaux.

A signaler l'initiative d'un propriétaire qui cherche un locataire pour son terrain en zone rurale, à une condition : que le locataire s'engage à y créer un potager éducatif.



*Les agriculteurs habitués à coopérer entre eux,
ont sans doute intérêt à entrer dans des réseaux
qui réunissent des ruraux urbains.*



Projet Nature à Saint-Genis-Laval

Jean-Paul CLEMENT

Maire de Saint-Genis-Laval

106 av Clemenceau 69230 Saint-Genis-Laval

04 78 56 10 74

Chambre Régionale de l'Agriculture

5 rue Hermann Frenkel 69007 Lyon

04 72 72 49 10

ADDEAR

Delphine CARON

8 quai Maréchal Joffre 69002 Lyon

04 78 38 29 20

email : addear.69@wanadoo.fr

Agenda 21, Communauté de communes Montrevel-en-Bresse

Claude FROMONT

145 rue de Drays 01310 Polliat

04 74 30 40 25

email : cc-montrevelenbresse@wanadoo.fr

